

<https://snetap-fsu.fr/A-Tours-et-a-Valence-le-Ministre-censure-le-debat.html>



À Tours et à Valence, le Ministre censure le débat

- Nos Actions - Les Mobilisations -

Date de mise en ligne : mardi 3 décembre 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Alors que le débat budgétaire touche à sa fin, le Snetap-FSU et la Confédération paysanne avaient prévu deux actions durant la semaine du 25 au 29 novembre pour mettre en avant les problématiques spécifiques à l'enseignement agricole et à installation des paysans et débattre de leur rôle dans la transition agroécologique.

" **une première action au lycée agricole de Valence le lundi 25 novembre** - il s'agissait d'organiser deux tables rondes en présence de M. Guillaume GONTARD (Sénateur de l'Isère - Groupe communiste, républicain, citoyen et écologiste - CRCE) et Mme Marie Pierre MONIER (Sénatrice de la Drôme - Groupe socialiste et républicain).

" **une deuxième action au lycée agricole de Tours Fondettes le jeudi 28 novembre** - qui devait débiter par la visite d'une exploitation maraîchère à Fondettes, se poursuivre par une marche citoyenne vers le lycée agricole et se terminer par une table ronde et la présentation de la tribune des conseillers régionaux publiée dans le journal Libération la veille. [Consulter l'article](#).

Mais nous avons été informés le vendredi 22 novembre, par les deux Directeurs Régionaux de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ([DRAAF](#)) concernés (Auvergne - Rhône Alpes et Centre Val de Loire), de leur refus d'accueillir ces deux événements dans les établissements agricoles publics au prétexte d'un « manque de pluralité dans les représentant.es invité.es » et le risque que nous en fassions un « meeting contre la politique gouvernementale ».

Dès vendredi, nous avons donc bataillé avec le [DGER](#) (Directeur Général de l'Enseignement et la Recherche) puis avec le Cabinet du Ministre pour que les DRAAF reviennent sur leur décision.

Nous avons notamment rappelé que des actions de ce type ont régulièrement été menées ces dernières années par le Snetap-FSU avec différents partenaires dans des établissements d'enseignement agricoles, sans que cela ne pose de problème. Nous ne comprenons donc pas quelles évolutions du contexte social ou politique expliqueraient ce changement soudain de position de l'administration. Plus problématique encore, des actions similaires aux nôtres ont pu être menées dans des lycées agricoles publics sans que cela ne gêne les DRAAF, la DGER ou le Cabinet.

Pourtant, lundi matin, alors que la première action devait débiter l'après-midi même, le Cabinet du Ministre nous a confirmé qu'il ne demanderait pas aux DRAAF de revoir leur position, ni pour l'action de Valence ni pour celle de Tours.

Ce qui nous pose problème, ce n'est pas que les lycées agricoles accueillent des organisations professionnelles pour ouvrir le débat, c'est dans leur ADN, mais bien le fait que le Ministre de l'Agriculture ferme la porte à certaines organisations qui pourraient contester ses choix pour l'avenir de l'agriculture et du monde paysan, au moment du vote du budget.

La Confédération paysanne et le Snetap-FSU réaffirment que l'enseignement agricole public est une des clés de la transition écologique. La formation est l'outil privilégié pour proposer une autre vision de l'agriculture, pour doter les futur-es installé-es d'autonomie, de capacité à prendre du recul sur un système de production, et pour leur fournir les moyens de la transition agroécologique. Pour cela, l'enseignement agricole doit bénéficier de moyens à la hauteur des enjeux.

Or ce dernier est menacé par les réformes successives : réformes de la voie professionnelle et de la voie générale, augmentation du seuil de dédoublement des classes, baisse du temps de formation, mise en concurrence des établissements notamment par la loi apprentissage, etc ... Nous devons pouvoir en débattre !

À Tours et à Valence, le Ministre censure le débat

Le 25 et le 28 novembre, le Snetap-FSU et la Confédération Paysanne étaient présents devant les établissements de Valence et de Tours pour dénoncer l'interdiction du Ministre.

A Tours, après la visite de la ferme « La Petite Fève » (exploitation maraîchère bio) à Fondettes, une marche citoyenne et militante « pour une autre agriculture et un autre budget pour l'enseignement agricole » a rejoint le lycée agricole de Tours - Fondettes... Bloqué.es devant le portail, les militant.es et les élu.es présent.es ont dénoncé le refus d'accès à un établissement public pour une organisation pourtant représentative des personnels de l'enseignement agricole et organisant simplement un débat ouvert sur l'avenir de l'enseignement agricole. Ils et elles ont exigé une autre politique.